

Contact: Pauline Constant: +32 (0)2 789 24 01
Date: 29/01/2014
Référence: BEUC-PR-2014-001

Scandale de la viande de cheval : un premier anniversaire amer

Un an après la découverte de viande de cheval commercialisée dans des lasagnes estampillées "bœuf", le rythme auquel l'UE concrétise ses promesses laisse à désirer.

En réponse à cette fraude majeure, l'UE a promis de renforcer les contrôles et les sanctions afin d'éviter que cela ne se reproduise et de garantir l'authenticité des denrées, qui était au cœur du scandale de la viande de cheval.

En mars 2013, la Commission européenne a publié ses engagements dans un [Plan d'action](#). Mis à part les tests, les trois principales mesures sont soit en attente soit encore débattues. Voir notre [chronologie](#) spéciale.

Tests d'échantillons : résultats publiés en avril 2013	
Plus d'inspections inopinées et amendes plus conséquentes : sujet débattu au Parlement européen et au Conseil	En attente
S'attaquer à la fraude : « Réseau anti-fraude alimentaire » et outil informatique d'alerte	En attente
Etiquetage d'origine de la viande transformée : compromis par le rapport de la Commission qui accumule les arguments contre	

Monique Goyens, Directrice Générale du Bureau européen des Unions de consommateurs, a commenté :

« Le scandale de la viande de cheval a tiré la sonnette d'alarme et mis la fraude alimentaire dans le collimateur de l'Europe. Ces incidents n'étaient que les derniers d'une longue série, ce qui prouve que le système actuel est trop laxiste.

« Les mesures annoncées par la Commission pour mieux protéger les consommateurs contre la fraude alimentaire n'ont rien changé sur le terrain. Un an plus tard, un autre scandale de ce type pourrait tout à fait faire les gros titres demain.

« La confiance des consommateurs dans l'industrie agro-alimentaire vacille toujours, mais la solution existe, il faut une chaîne d'approvisionnement plus transparente. Des contrôles plus stricts et des étiquettes plus claires rendront les fabricants plus responsables de ce qu'ils mettent dans nos aliments.

« D'un côté, nous avons besoin de punir les entreprises frauduleuses par des sanctions financières plus lourdes, et d'un autre côté, les inspections indépendantes doivent rester la norme.

« Le mois dernier, on a découvert des traces de [viande de chevaux de laboratoire](#) dans la chaîne alimentaire en France. Des exemples comme celui-ci prouvent bien que la fraude est encore répandue. En parallèle, bon nombre d'Etats membres réduisent toujours plus leurs dépenses en matière de contrôles. Au Royaume-Uni par exemple, les vérifications officielles des informations contenues sur les étiquettes alimentaires ont chuté de [16,2%](#) suite à ces coupes budgétaires.

« En accumulant des arguments peu fondés défavorables à l'étiquetage d'origine des plats préparés, la Commission a ignoré les 90% de consommateurs qui souhaitent connaître l'origine de leur viande.

« Chacun, de l'industrie au consommateur, a tout à gagner d'une chaîne alimentaire plus stricte, plus transparente, et plus fiable. C'est le moment d'agir, donc pourquoi l'UE ne passe-t-elle pas à l'acte ? »

FIN